

SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE À BRUXELLES

Est, Ouest, comme au bon vieux temps...

Réunis en conclave exceptionnel au Justus Lipsis (siège du sommet), les 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont cafouillé comme des jeunes premiers.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Non qu'ils aient été incompétents ou pas à la hauteur ! Mais pour d'autres raisons.

Il est vrai que les cafouillages sont fréquents les dimanches. Et c'est dimanche dernier que cet énigmatique conclave a eu

lieu. Citons, tout d'abord, la légendaire hypocrisie européenne, pays de l'est et du centre de l'Europe (ex-soviétiques ou yougoslaves) demandant officiellement, dans un document écrit distribué à la presse, un plan d'urgence pour sortir de l'im-

passee. Quelques instants après, ils se réunissent à part en conclave. Comme au bon vieux temps des Blocs. De l'Ouest et de l'Est.

Sur initiative hongroise, ils veulent que Bruxelles casse la tirelire pour les sauver. Dans l'après-midi, ils se rétractent et déclarent comme si de rien n'était, qu'ils «ne sont demandeurs de rien !» Les pressions des

puissances de l'UE ont eu raison des pauvres gens de l'Est.

Au final, le sommet refuse une aide conséquente ou une simple aide à Budapest, Prague, Lubiana, Varsovie et les autres. Le président de la Commission, le Portugais Barroso, est chargé de vendre le mensonge.

«Nous étudierons, dira-t-il, pas très convaincu lui-

même, les situations au cas par cas». Par ailleurs, si les décideurs de l'Union déclarent qu'ils sont contre «le protectionnisme», cela est, bien évidemment, faux. Tout le monde le pratique (France, Allemagne, Royaume-Uni, Belgique...).

En somme, le sommet d'avant-hier de Bruxelles a consacré, psychologiquement, la division de l'Union

européenne en deux, sinon trois blocs distincts.

Comme au bon vieux temps de la guerre froide. Avec cette différence qu'actuellement, la récession est chaude, très chaude...

Rendez-vous a été pris pour la mi-mars pour un autre sommet.

Pas informel, mais inscrit dans les calendes...

A. M.

PROCHE-ORIENT

Les donateurs au chevet de Ghaza, appels à la relance du processus de paix

La communauté internationale s'est mobilisée hier pour financer la reconstruction de Ghaza après l'offensive israélienne et le redémarrage de l'économie palestinienne lors d'une conférence de donateurs aux forts accents politiques.

L'Autorité palestinienne était en début d'après-midi en passe d'obtenir au moins les 2,8 milliards de dollars qu'elle réclame pour financer un ambitieux plan de reconstruction et de relance économique présenté aux donateurs réunis dans la station balnéaire égyptienne de Charm el-Cheikh. «Un simple retour au statu quo anté ne suffira pas. Nous devons mettre Ghaza sur le chemin vers la prospérité durable et le bien-être et créer un environnement permettant à l'économie de s'épanouir et aux gens de vivre dignement», a décl-

ré le Premier ministre palestinien Salam Fayyad, en présentant le plan.

Il prévoit 1,3 milliard de dollars en 2009-2010 pour la reconstruction et le redémarrage de l'économie et 1,5 milliard pour combler le déficit prévu dans l'exercice en cours du budget de l'Autorité palestinienne, dont la moitié est consacrée à Ghaza bien que cette Autorité n'exerce aucun contrôle sur ce territoire tombé mi-2007 aux mains des islamistes du Hamas. Selon M. Fayyad, la levée du blocus israélien imposé à Ghaza est «la condition essentielle» pour une mise en œuvre réussie du plan. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a, lui aussi, insisté sur ce point. La conférence a été ouverte par le président égyptien Hosni Mubarak en présence de 75 délégations du monde entier, six

semaines après la fin de l'offensive israélienne de 22 jours qui a fait plus de 1 300 morts et provoqué d'énormes destructions. «Le soutien à l'économie palestinienne et l'amélioration des conditions de vie des Palestiniens ne devraient pas se substituer à la finalité du processus de paix qui doit être un règlement basé sur deux Etats», Israël et la Palestine, a déclaré M. Mubarak. Le président français Nicolas Sarkozy a, lui aussi, insisté sur la nécessité de redynamiser le processus de paix.

«Je souhaite la tenue dès ce printemps, en Europe, d'un sommet de relance de la paix dans ses trois volets. Il faut encourager les parties à fixer un calendrier aboutissant avant la fin de cette année, à la signature d'un accord et à la création d'un Etat palestinien viable, démocratique, moderne,

vivant aux côtés d'Israël», a-t-il dit. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, qui a annoncé une assistance de 900 millions de dollars, a souligné que l'aide américaine à Ghaza ne saurait être dissociée du processus de paix. «En accordant une aide humanitaire à Ghaza, nous cherchons aussi à promouvoir les conditions dans lesquelles un Etat palestinien pourra aboutir», a-t-elle dit.

Une réunion du quartette pour le Proche-Orient (USA, UE, ONU et Russie), qui œuvre pour la création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël, a commencé en marge de la conférence. Le président palestinien Mahmoud Abbas a, pour sa part, averti que les «efforts de reconstruction et de développement resteront insuffisants, impuissants et menacés en l'absence d'un règlement politique». Il a

appelé le président américain Barack Obama à agir pour sauver le processus de paix au moment où Israël s'apprête à se doter du cabinet le plus à droite de son histoire. Dans un communiqué à Ghaza, le Hamas, considéré comme un mouvement terroriste en Occident, a rejeté «toute exploitation politique» de l'aide, affirmant que les donateurs iraient «dans la mauvaise direction» en essayant de le contourner. La Commission européenne s'est engagée à verser 554 millions de dollars aux Palestiniens en 2009. De leur côté, les monarchies du Golfe emmenées par l'Arabie saoudite ont promis le versement de 1,65 milliard de dollars. Le Premier ministre italien Silvio Berlusconi a promis 100 millions de dollars sur quatre ans.